

Bruxelles, le 22 octobre 2009

Une approche européenne de l'aide au développement permettrait des économies de l'ordre de 3 à 6 milliards € par an

Une étude publiée à l'occasion des Journées européennes du développement à Stockholm, intitulée «Efficacité de l'aide: les bénéfices d'une approche européenne», montre que les bailleurs de fonds européens pourraient réaliser chaque année des gains de plusieurs milliards d'euros en termes d'efficacité s'ils collaboraient mieux.

Le commissaire européen chargé du développement et de l'aide humanitaire, M. Karel De Gucht, a déclaré: «Il s'agit du premier rapport indépendant de ce type visant à quantifier pour l'Union européenne les coûts résultant de l'inefficacité de l'aide. L'étude révèle qu'une collaboration plus efficace permettrait à l'UE de réaliser des économies de l'ordre de 3 à 6 milliards € chaque année. En pratique, cela libérerait des fonds qui pourraient être réinvestis dans une aide de meilleure qualité débouchant sur des résultats concrets en termes de développement et allégerait le poids de la bureaucratie qui pèse sur nos partenaires. Nous sommes le principal fournisseur d'aide, contribuant pour 60 % à l'aide publique au développement mondiale. L'UE a le choix entre deux possibilités: soit elle constitue 60 % du problème, soit elle apporte 60 % de la solution. Je suis intimement persuadé que l'UE peut vraiment changer la donne et attends avec intérêt que les discussions se poursuivent au plus haut niveau.»

L'étude «Efficacité de l'aide: les bénéfices d'une approche européenne» a été lancée à l'initiative de la Commission européenne. Elle met en lumière plusieurs domaines où une aide plus efficace permettrait de réaliser des gains d'efficacité significatifs. Les principaux facteurs ayant un effet négatif sur le rapport coût-efficacité de l'aide sont la volatilité des flux d'aide et la prolifération des donateurs et des organismes de mise en œuvre, qui entraîne la fragmentation des programmes d'aide en dizaines de milliers de projets.

Une approche européenne visant à améliorer l'efficacité de l'aide permettrait de réaliser des économies de 3 à 6 milliards € par an entre 2010 et 2015.

D'une manière générale, une action concertée de l'UE aurait une incidence majeure sur deux points essentiels: les conditions de prévisibilité de l'aide et la division du travail. En mettant intégralement en œuvre les engagements internationaux souscrits à Paris (2005) et à Accra (2008) et en utilisant les outils convenus au niveau de l'UE (code de conduite sur la division du travail, boîte à outils pour la division du travail et prochain «cadre opérationnel» sous la présidence suédoise), l'UE pourrait améliorer les actions de développement en faveur des pays en développement et susciter des initiatives similaires de la part d'autres donateurs avant le prochain forum mondial sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra à Séoul en 2011.

Les principales conclusions de l'étude sont les suivantes:

- le manque généralisé de systèmes d'information en matière de gestion empêche de mesurer de manière adéquate les coûts ou bénéfices liés à l'utilisation de différentes formes d'aide;
- une consolidation renforcée des programmes et des projets, le recours à des modalités de cofinancement, la coopération déléguée et des accords de division du travail permettraient de réaliser des économies de l'ordre de 200 à 500 millions € par an;
- avec un coût moyen (personnel et consultants) estimé entre 90 000 et 140 000 € pour la conception, l'élaboration, l'évaluation et l'adoption d'un nouveau projet, les coûts totaux supportés par les donateurs de l'UE pour la préparation des 22 000 nouveaux projets approuvés en 2007 se situeraient entre 1,9 et 3 milliards € par an;
- on constate un problème de prolifération des donateurs: 41 % de tous les secteurs dans les pays bénéficiaires ont enregistré des versements de plus de trois donateurs de l'UE;
- un autre problème est celui de la fragmentation de l'aide: à eux seuls les États membres de l'UE et la Commission ont été associés à 40 000 - 50 000 actions ou projets d'aide en 2007; une meilleure division du travail permettrait de remédier à ce problème;
- grâce à une plus grande prévisibilité de l'ensemble des futurs engagements bilatéraux de l'UE en matière d'aide, la valeur de l'aide programmable par pays de l'UE pourrait être augmentée de 2 à 4 milliards € par an;
- actuellement, environ dix pour cent des aides de l'UE sont toujours liées, ce qui signifie qu'elles doivent «revenir» dans le pays donateur. Les coûts que représentent les aides liées restantes dans le programme d'aide de l'UE peuvent être estimés à 500 millions € par an.

Contexte

L'Union européenne est le principal bailleur de fonds, plus de la moitié de l'aide mondiale aux pays en développement provenant de l'UE.

En 2008, l'UE a fourni 49 milliards € d'aide publique au développement (APD), soit environ 60 % de l'ensemble de l'aide dispensée dans le monde.

L'étude avait pour objectif de déterminer et de présenter les coûts liés à l'inefficacité et la fragmentation de l'aide ainsi que les économies potentiellement réalisables grâce à une meilleure application des principes fondamentaux de l'efficacité de l'aide dans la coopération au développement européenne (UE et États membres).